



mardi 13 septembre 2016

Les grands titres:

- Assemblée générale : le Président de la 71e session appelle à une impulsion universelle pour le développement durable
- Syrie : l'envoyé de l'ONU note une nette baisse de la violence depuis le début de la trêve
- Libye : l'ONU appelle les Libyens à sortir de l'impasse politique, économique et sécuritaire
- Colombie : la Mission de l'ONU aidera le gouvernement à organiser la surveillance du cessez-le-feu
- Corée du Nord : le PAM fournit une assistance à 140.000 personnes affectées par des inondations
- Gabon : le processus constitutionnel doit être crédible afin d'être efficace, selon l'ONU
- Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU salue l'accord entre Américains et Russes sur une trêve
- La MONUSCO vient en aide à Riek Machar et 300 autres Sud-Soudanais entrés sur le territoire de la RDC
- Coopération Sud-Sud : Ban Ki-moon appelle à renforcer les partenariats pour le développement durable
- Ukraine : des experts sur la torture notent des progrès concernant les conditions de détention
- L'ONU rend hommage à l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld mort tragiquement il y a 55 ans
- Le chef des droits de l'homme de l'ONU préoccupé par le manque croissant de coopération des Etats membres
- Le HCR appelle les Etats européens à accélérer la réinstallation des demandeurs d'asile

Assemblée générale : le Président de la 71e session appelle à une impulsion universelle pour le développement durable



Thomson, le Président de la 71e session de l'Assemblée générale. Photo ONU/Manuel Elias

13 septembre - Le Représentant permanent des Fiji, Peter Thomson, a officiellement pris mardi ses fonctions de Président de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies qu'il souhaite consacrer aux Objectifs du développement durable (ODD).

« La 70e session a lancé les ODD, et dans un souci d'intégrité, la 71e session doit être l'année durant laquelle nous assistons à la mise en œuvre de l'ensemble des 17 ODD », a déclaré M. Thomson dans un discours précédant sa prestation de serment en qualité de nouveau Président. « Je suis déterminé à rendre accessible aux peuples les 17 objectifs, afin qu'ils puissent les comprendre en tant que droits et responsabilités,

comme la recette de l'humanité pour un monde durable pour eux et leurs enfants ».

« Tout au long de cette 71e session, nous devons rendre des comptes afin de réaliser des progrès significatifs pour chacun des 17 ODD », a précisé le Président de la 71e session.



Félicitant le nouveau Président, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé combien cette 71e session de l'Assemblée générale est « cruciale » et qu'elle doit constituer un moment où tous les États-membres devraient aligner leurs politiques, programmes et dépenses derrière les 17 ODD et faire entrer en vigueur l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Clôture le même jour la 70e session de l'Assemblée générale, le Président de cette session, Mogens Lykketoft, du Danemark, s'est félicité de l'adoption des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat qui, selon lui, ont montré la voie vers « une transformation révolutionnaire de notre modèle entier de production et de consommation ».

« Si nous voulons éviter un avenir de division et de destruction, des crises d'une ampleur beaucoup plus grande que celles que nous voyons aujourd'hui, la mise en œuvre inflexible et intégrée des ODD et de l'action en faveur du climat est une nécessité absolue », a rappelé M. Lykketoft lors de son dernier discours en qualité de Président de cette 70e session.

« Aujourd'hui, nous faisons tomber le marteau sur une session productive de l'Assemblée générale », a déclaré Ban Ki-moon lors de la clôture de la 70e session, saluant le travail effectué par M. Lykketoft lors de cette session qui s'est illustré, selon lui, par une plus grande transparence concernant le processus de sélection du prochain Secrétaire général de l'Organisation.

« Les dialogues informels avec des candidats ont aidé les États membres à obtenir une bonne idée de leurs visions et de leurs points de vue, et a permis aux peuples du monde de se sentir plus impliqués dans le processus - comme ils le devraient », a déclaré M. Ban. « Quoi qu'il arrive dans les semaines à venir, ce processus nouvellement ouvert a établi une nouvelle norme qui ne doit pas être abandonnée ».

Syrie : l'envoyé de l'ONU note une nette baisse de la violence depuis le début de la trêve



13 septembre - Vingt-quatre heures après le début de la trêve en Syrie, le niveau de violence a nettement baissé même si des incidents ont été signalés, a déclaré mardi l'Envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura.

Les États-Unis et la Russie sont parvenus vendredi 9 septembre à un accord sur la mise en œuvre d'une trêve en Syrie à partir du lundi 12 septembre. Cet accord prévoit également, si cet arrêt des combats tient pendant sept jours, des couloirs humanitaires sûrs et des actions coordonnées contre les groupes extrémistes.

« Sur la base des informations dont nous disposons et celles reçues du terrain (...) nous avons vu la violence se poursuivre, notamment des allégations de frappes aériennes et des allégations de tirs de mortiers près de la route de Castello (à Alep), par l'opposition dans ce cas précis. Toutefois, soyons clairs, toutes les informations que nous avons reçues indiquent une réduction significative de la violence », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse à Genève.

L'Envoyé spécial a ajouté que le calme semblait prévaloir à Hama, à Lattaquié, dans la ville d'Alep et dans les zones rurales d'Alep et d'Idlib, avec toutefois des allégations d'incidents sporadiques et isolés géographiquement.

La capitale Damas et le centre de la Syrie ont également été calmes avec des informations faisant état d'affrontements autour d'Harasta entre les forces gouvernementales et celles de l'opposition armée.

M. de Mistura a toutefois noté quelques exceptions dans le sud de la Syrie, en particulier à Al Qunaitra entre le Front Al-Nosra et les forces gouvernementales.

Selon l'Envoyé spécial, cette baisse significative de la violence au cours des premières 24 heures est importante, mais l'échéance des 48 heures l'est encore plus.

S'agissant de l'assistance humanitaire, il a précisé que le Programme alimentaire mondial (PAM) est prêt avec un convoi de 20 camions mais qu'il reste à obtenir un accès sans entrave et sans conditions de la part des parties prenantes. « Tout laisse à

penser que l'accès de l'ONU devrait être obtenu très bientôt », a-t-il dit, ajoutant que la priorité pour la distribution de l'assistance humanitaire était l'Est d'Alep.

Libye : l'ONU appelle les Libyens à sortir de l'impasse politique, économique et sécuritaire



Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission de soutien des Nations Unies en Libye, Martin Kobler. Photo ONU/Manuel Elias

13 septembre - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation en Libye, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Martin Kobler, a invité mardi les acteurs politiques à sortir de l'impasse politique, économique et sécuritaire.

Dans un discours devant les membres du Conseil, M. Kobler s'est notamment inquiété des affrontements de ces derniers jours dans la région pétrolière. « La paix fragile dans le 'croissant pétrolier' de la Libye a subi un coup sévère quand des unités de l'armée nationale libyenne sous le commandement du général Khalifa Haftar ont attaqué des terminaux et ports pétroliers », a-t-il déclaré.

M. Kobler a appelé à une cessation immédiate des hostilités et a demandé à toutes les parties prenantes d'éviter d'infliger de nouveaux dégâts aux installations pétrolières. « Les ressources naturelles libyennes appartiennent à tous les Libyens. Elles doivent être protégées et exportées de manière légale sous l'autorité de la Présidence du Conseil », a-t-il déclaré. Il a rappelé qu'il avait à plusieurs reprises tenté en vain d'encourager le général Haftar à privilégier le dialogue.

L'envoyé de l'ONU s'est en revanche félicité des progrès réalisés pour expulser l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL ou Daech) de son dernier bastion à Syrte. « Très bientôt, l'EIIL ne contrôlera plus de territoire en Libye », a-t-il dit.

Concernant la situation politique, Martin Kobler a noté qu'après des mois d'impasse, la Chambre des représentants a décidé le 22 août de rejeter l'actuel gouvernement d'entente nationale, une décision qui offre « une nouvelle occasion pour la Présidence du Conseil de solliciter l'approbation d'un gouvernement d'unité ».

Selon l'envoyé de l'ONU, il est nécessaire que la Chambre des représentants et la Présidence du Conseil travaillent désormais ensemble pour arriver à ce résultat. « J'appelle tous les acteurs politiques à montrer de véritables qualités de leader pour le bien des hommes, femmes et enfants de Libye », a-t-il dit.

S'agissant de la situation économique, M. Kobler a noté que l'économie libyenne était au bord de l'effondrement malgré sa richesse en pétrole.

La production de pétrole est actuellement à son plus bas niveau avec environ 200.000 barils extraits par jour contre 1,4 million de barils après le renversement du régime de Mouammar Qadhafi.

« La Libye ne sera pas en mesure de dépendre encore pendant longtemps de ses réserves à l'étranger. L'économie de guerre doit laisser la place à une économie de paix. La production pétrolière doit reprendre », a-t-il déclaré.

Colombie : la Mission de l'ONU aidera le gouvernement à organiser la surveillance du cessez-le-feu



Le Secrétaire général Ban Ki-moon à la cérémonie de signature du cessez-le-feu colombien à La Havane, en juin 2016. Photo ONU/Eskinder Debebe

13 septembre - Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité mardi une résolution autorisant la [Mission des Nations Unies en Colombie](#) à apporter une aide pour surveiller et vérifier le respect des accords de paix conclus le 24 août 2016 entre le Gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Créée le 25 janvier dernier, par la résolution [2261 \(2016\)](#) et à la demande du gouvernement colombien, la Mission des Nations Unies en Colombie est une mission politique composée d'observateurs internationaux non armés chargés de surveiller et de vérifier le dépôt des armes, et une composante du mécanisme tripartite qui assurera la surveillance et la vérification du cessez-le-feu et de la cessation des hostilités entre les deux parties.

Dans sa résolution, le Conseil de sécurité a approuvé les recommandations du Secrétaire général en ce qui concerne la taille, les aspects opérationnels et le mandat de cette Mission, dont le déploiement de 450 observateurs non armés et la mise en place de l'opération dans 40 emplacements.

Conscient de la nécessité de déployer rapidement le mécanisme tripartite, le Conseil a ainsi autorisé la Mission à apporter « l'aide nécessaire à la préparation et à la gestion des installations des zones et points locaux provisoires pour la normalisation ».

La contribution de la Mission des Nations Unies sera à part égale avec celle apportée par le gouvernement colombien. Le Conseil a accueilli avec satisfaction les contributions déjà présentées par des observateurs non armés, y compris par les États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

D'ici la fin septembre, la signature de l'accord final pour la fin du conflit en Colombie et la construction d'une paix stable et durable, marquera le début des activités de la Mission, pour une période de 12 mois. Avec l'approbation du référendum organisé le 2 octobre prochain, « les Colombiens auront la possibilité d'ouvrir la porte qui conduira à un avenir meilleur », a déclaré la représentante de la Colombie auprès des Nations Unies.

Corée du Nord : le PAM fournit une assistance à 140.000 personnes affectées par des inondations



Des élèves dans une école en République populaire démocratique de Corée (RPDC) mangent un repas nutritif fourni par le PAM (archives, juin 2012) Photo PAM/Rein Skullerud

13 septembre - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé mardi avoir fourni une assistance alimentaire à plus de 140.000 personnes dans le nord de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) qui été touché par de très graves inondations.

Dans un communiqué de presse, le PAM s'est également déclaré préoccupé par la vulnérabilité persistante de ces personnes alors que l'hiver extrêmement froid approche et que des pénuries alimentaires sont attendues.

Selon l'agence onusienne, les inondations ont été causées par de fortes pluies dans les provinces du Hamgyong du Nord et de Ryanggang à la fin août et début septembre à la suite du typhon Lionrock. Plus de 140.000 personnes sont touchées, mais ce nombre est

susceptible d'augmenter vu que certaines des zones affectées ne sont pas encore accessibles.

Le PAM a souligné que les gens ont un besoin urgent d'abris, d'un accès à de l'eau potable et à des services de santé, ainsi qu'à de la nourriture et de l'aide nutritionnelle.

Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, le PAM a distribué des biscuits enrichis et du soja à 44.000 personnes. Après une évaluation interinstitutionnelle des zones touchées, l'agence a ensuite distribué ces rations d'urgence à 96.000 autres personnes.

« Des villages entiers ont été emportés par les inondations. Des familles ont tout perdu, y compris leur jardin potager et leur bétail, dont de nombreux ménages dépendent pour compléter leur alimentation. Ces inondations se sont produites juste avant la période de la récolte, lorsque les cultures étaient encore dans le sol », a souligné la Directrice du PAM en RPDC, Darlene Tymo.

« Le nord du pays va bientôt connaître le début de l'hiver, qui est généralement sévère, avec des températures pouvant descendre sous les -25 ° C. Ces familles ont besoin d'un soutien durable pour survivre le pire de l'hiver », a-t-elle ajouté.

Pour poursuivre son assistance, le PAM a indiqué avoir besoin de toute urgence de 1,2 million de dollars.

Gabon : le processus constitutionnel doit être crédible afin d'être efficace, selon l'ONU



Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU (juin 2016). Photo : ONU / Manuel Elias

10 septembre - Le Secrétaire adjoint des Nations Unies chargé des affaires politiques, Jeffrey Feltman, a jugé samedi qu'il était impératif que les acteurs concernés au Gabon prennent des dispositions nécessaires pour maintenir le calme dans le pays qui est confronté à une crise depuis l'annonce des résultats provisoires du scrutin présidentiel du 27 août.

Dans un communiqué de presse publié le 9 septembre, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, a salué la décision prise par le chef de l'opposition gabonaise, Jean Ping, qui conteste les résultats de ce scrutin, de déposer un recours contentieux devant la Cour constitutionnelle.

« Le recours à la Cour constitutionnelle est un développement important pour surmonter la crise », a dit M. Feltman à « Politically Speaking », la Newsletter du Département des affaires politiques des Nations Unies. « Le processus constitutionnel doit être crédible - et doit être reconnu par tous comme crédible - afin d'être efficace », a-t-il poursuivi.

Rappelant qu'il est en contact permanent avec M. Bathily, le Secrétaire général adjoint a déclaré que les Nations Unies continueront à suivre la situation en cours avec attention. Il a ajouté que l'ONU travaillera avec l'Union africaine pour aider les parties dans leurs efforts en vue d'un règlement rapide de la crise post-électorale, y compris par le déploiement éventuel d'une mission conjointe de haut niveau et la mise en œuvre de mesures de renforcement de la confiance.

M. Feltman, qui était à Libreville en juillet dernier pour l'inauguration du nouveau siège du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), a rappelé « les contributions cruciales du Gabon à la paix et à la stabilité régionale ». « La paix et la stabilité doivent être assurées à la maison d'abord, et je crois que les Gabonais peuvent le faire. Nous sommes ici pour aider le Gabon à relever ce défi », a-t-il ajouté.

Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU salue l'accord entre Américains et Russes sur une trêve



Staffan de Mistura, Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie lors d'une conférence de presse après une réunion du groupe de travail humanitaire du groupe international de soutien à la Syrie (ARCHIVES) Photo ONU/Jean-Marc Ferré

10 septembre - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a salué samedi l'accord auquel sont parvenus les Etats-Unis et la Russie sur le conflit syrien prévoyant notamment une trêve.

“L'ONU se félicite de l'accord annoncé aujourd'hui par Sergueï Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie et John Kerry, Secrétaire d'État des États-Unis, en ce qui concerne le rétablissement de la cessation des hostilités en Syrie afin que les parties puissent reprendre les pourparlers avec un accès humanitaire et des règles claires en place pour la gestion de la cessation des hostilités”, a dit M. de Mistura dans une déclaration à la presse.

Il s'est aussi félicité du fait que la Fédération de Russie et les États-Unis soient prêts à travailler ensemble pour vaincre Daech et le Front Al Nosra.

Selon la presse, John Kerry et Sergueï Lavrov ont réussi à conclure un accord dans la nuit de vendredi à samedi à Genève. Cet accord prévoit une trêve à partir de lundi et, si cet arrêt des combats tient pendant sept jours, des couloirs humanitaires sûrs et des actions coordonnées contre les groupes extrémistes.

L'Envoyé spécial de l'ONU a souhaité que la volonté politique qui a conduit à cet accord se maintienne et que les acteurs concernés dans la région et ailleurs en profitent pour réduire la violence et les souffrances endurées par les Syriens.

M. de Mistura a dit que l'ONU était prête à faire tout son possible pour soutenir un rétablissement rapide d'une cessation des hostilités. Il a souhaité également que toutes les parties facilitent les efforts des Nations Unies pour fournir une assistance humanitaire à la population dans le besoin, y compris dans les zones assiégées et difficiles à atteindre. “Il est essentiel que la population syrienne ressente un vrai changement sur le terrain”, a-t-il dit.

L'Envoyé spécial a également souhaité que la mise en oeuvre de l'accord facilite les efforts pour parvenir à un règlement politique de la crise syrienne.

La MONUSCO vient en aide à Riek Machar et 300 autres Sud-Soudanais entrés sur le territoire de la RDC



Un casque bleu dans un véhicule blindé dans la ville de Beni, en République démocratique du Congo. Photo : MONUSCO/Abel Kavanagh

10 septembre - La Mission de stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) a indiqué samedi avoir extrait, entre le 24 août et le 5 septembre, environ 300 personnes qui étaient entrées en RDC en provenance du Soudan du Sud avec l'ancien Vice-président sud-soudanais, Riek Machar.

“M. Machar est entré en RDC en provenance du Soudan du Sud, accompagné de plusieurs centaines de personnes, y compris des éléments armés et des civils. Ces personnes ont été extraites par la MONUSCO du Parc national de la Garamba, province du Haut Uélé, dans le nord-est de la RDC, pour des raisons humanitaires. Beaucoup étaient blessées, souffraient de malnutrition aiguë ou étaient dans un état mettant en danger leur vie”, a précisé le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane

Dujarric, en réponse à des questions de journalistes.

Cette opération fait suite à l'extraction le 17 août de M. Machar à partir d'un emplacement à l'intérieur du Parc national de la Garamba, avec sa femme, son fils, et 10 collaborateurs. Au total la MONUSCO a remis plus de 117 personnes, y compris Riek Machar, sa femme et son fils, aux autorités de la RDC.

A la date du 8 septembre, il y a 183 autres personnes dans des sites gérés par la MONUSCO à deux endroits, a précisé M. Dujarric dans sa note à la presse. "Des dispositifs de sécurité sont en place à ces endroits. Ces personnes reçoivent un traitement médical ou se rétablissent dans les installations de l'ONU, pendant que les autorités de la RDC et du Soudan du Sud travaillent à se mettre d'accord sur une solution à plus long terme", a-t-il ajouté.

Le porte-parole a déclaré que l'ONU encourageait les autorités du Soudan du Sud et de la RDC, ainsi que les acteurs régionaux, "à trouver une solution à la présence d'éléments armés sud-soudanais sur le territoire de la RDC".

Coopération Sud-Sud : Ban Ki-moon appelle à renforcer les partenariats pour le développement durable



17 Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU. Photo : ONU/Project Everyone

12 septembre - A l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souhaité lundi que les Etats membres réaffirment leur engagement envers "cet outil précieux" pour parvenir à un développement durable et améliorer la vie de milliards de personnes dans les pays du Sud et au-delà.

Les "Les pays du Sud se sont imposés comme des participants indispensables sur la scène économique et sociale mondiale. Malgré la volatilité des marchés dans le monde entier, les investissements étrangers directs Sud-Sud sont en augmentation. Il existe des formes de plus en plus institutionnalisées de coopération Sud-Sud dans les domaines politiques et économiques. Ces tendances prouvent que la collaboration entre les pays en développement est bénéfique et prospère", a dit M. Ban dans un message.

Selon lui, il faut saisir les nouvelles opportunités pour renforcer la coopération entre les pays en développement, en particulier au moment où la communauté internationale met en oeuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Cette Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud commémore le jour où, en 1978, la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement a adopté le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement.

"Manifestation de solidarité entre les pays en développement, la coopération Sud-Sud continue de susciter, de manière significative, des progrès", a souligné le Secrétaire général. Selon lui, cette coopération est essentielle "pour relever les nombreux défis graves auxquels nous sommes confrontés".

"Alors que les niveaux de vie ont augmenté dans les pays du Sud, les pays en développement continuent d'affronter de nombreux défis complexes qui ralentissent les progrès. L'action collective est cruciale", a encore dit Ban Ki-moon.

Il a noté qu'en matière de lutte contre le changement climatique, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent contribuer à maintenir le réchauffement global bien en deçà de 2 degrés Celsius. Il a rappelé qu'en avril dernier, son bureau, en partenariat avec l'Office des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, a lancé l'Incubateur de partenariat du Sud sur le climat. "Cette nouvelle initiative favorisera et appuiera la collaboration en matière d'action climatique", s'est-il félicité.

Ukraine : des experts sur la torture notent des progrès concernant les conditions de détention



Malcolm

Evans, le président du Sous-Comité sur la prévention de la torture et chef de la délégation des experts qui ont effectué une visite en Ukraine pour y observer les conditions de détentions. Photo ONU/Loey Felipe

transmis aux autorités dès que possible et chef de la délégation.

13 septembre - A l'issue d'une visite du 5 au 9 septembre en Ukraine, des experts du Sous-Comité des Nations Unies sur la prévention de la torture ont déclaré lundi avoir noté des progrès concernant les conditions de détention dans le pays.

Une précédente visite avait été suspendue en mai parce que les experts n'avaient pas été en mesure d'accéder à certaines installations sous l'autorité du Service de sécurité de l'Ukraine (SBU), ont précisé les experts dans une déclaration à la presse.

« Nous sommes heureux d'avoir été en mesure de terminer notre visite en ayant finalement accès aux installations du SBU, où des personnes sont privées de leur liberté. Cela a grandement aidé notre capacité à produire un rapport complet, qui sera transmis aux autorités dès que possible », a déclaré Malcolm Evans, le président du Sous-Comité sur la prévention de la

La délégation comprenait, outre M. Evans (Royaume-Uni), Marija Definis-Gojanoviæ (Croatie) et Victor Zaharia (Moldavie).

Ces experts indépendants de l'ONU ont noté que « l'Ukraine a fait des progrès dans l'amélioration des conditions de détention dans le pays, notamment par la réduction de la surpopulation dans les centres de détention provisoire ». Selon eux, l'utilisation croissante de mesures non privatives de liberté au cours des étapes préliminaires de la procédure pénale est une étape positive.

« Nous sommes impatients de discuter de ces questions importantes dans le détail avec le gouvernement le plus tôt possible », a déclaré Malcolm Evans.

L'ONU rend hommage à l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld mort tragiquement il y a 55 ans



L'ancien

Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld. Photo ONU/JO

13 septembre - L'Organisation des Nations Unies a rendu hommage mardi à Dag Hammarskjöld, l'ancien Secrétaire général de l'ONU mort dans un accident d'avion en Afrique lors d'une mission de la paix en 1961, lors d'une cérémonie marquant le 55e anniversaire de sa mort.

« Je suis honoré de me joindre à vous pour nous souvenir de la vie de Dag Hammarskjöld, 55 ans après sa mort. Ensemble, nous saluons son sacrifice et célébrons ses réalisations extraordinaires », a déclaré M. Ban dans un discours.

« Toutes ces décennies après la mort de Dag Hammarskjöld, nous demeurons tout aussi inspiré par ses actions et ses paroles de sagesse », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a saisi cette occasion pour demander de nouveau à l'Assemblée générale des Nations Unies de nommer une ou des personnes éminentes pour examiner les nouvelles informations qui peuvent exister en ce qui concerne les circonstances entourant la mort de l'ancien Secrétaire général et celle de 15 autres personnes à bord de l'avion.

Dag Hammarskjöld, qui a été le Secrétaire général de l'ONU de 1953 à 1961, est décédé dans la nuit du 17 au 18 septembre

1961 à bord d'un avion qui s'est écrasé sur ce qui est aujourd'hui considéré comme le territoire zambien.

En juillet 2015, Ban Ki-moon a rendu public le rapport final du Groupe indépendant d'experts chargé d'étudier les nouvelles informations relatives à ce décès tragique. S'appuyant sur ces informations, le groupe d'experts avait estimé qu'il était possible de considérer qu'une attaque serait à l'origine du crash de l'avion. Sur la base de ces éléments de preuve, M. Ban s'était prononcé en faveur de l'ouverture « d'un nouvel examen ou d'une nouvelle enquête », dont l'objectif serait de faire toute la lumière sur les faits.

Le chef des droits de l'homme de l'ONU préoccupé par le manque croissant de coopération des Etats membres



Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Photo ONU/Pierre Albouy

13 septembre - A l'ouverture de la 33e session du Conseil des droits de l'homme mardi à Genève, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé sa préoccupation face au refus d'un nombre croissant d'États membres d'accorder au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) ou aux mécanismes des droits de l'homme, l'accès aux pays ou aux régions spécifiques qu'ils demandent.

« Pourquoi et pour quelle raison, ceux qui nous refusent l'accès, placent-ils un bouclier devant nous ? », a demandé le Haut-Commissaire, qui qualifie de refus d'accès tous les retards déraisonnables, les négociations excessivement longues et minutieusement ritualisées, ainsi que les réponses aux demandes spécifiques qui offrent des alternatives inadéquates à la réelle évaluation fondée sur les faits. « Un accès retardé est un accès refusé », a-t-il ajouté.

« Je suis préoccupé par une polarisation croissante au sein (du Conseil), ainsi que par les tentatives claires et croissantes d'États de bloquer ou d'échapper à l'examen des droits de l'homme », a souligné M. Zeid. « Nous demandons un accès afin que nous puissions mieux travailler à aider à mettre vos lois et pratiques en conformité avec les accords internationaux que vous, les Etats avez rédigés et ratifiés - et pour vous aider à être en conformité avec les recommandations que vous avez acceptées publiquement, et souvent à part entière », a-t-il appelé aux Etats membres

« Les droits de l'homme sont-ils exclusivement une question nationale ? » a également demandé M. Zeid, indiquant que des membres de gouvernement et de missions permanentes lui ont dit à plusieurs reprises que les droits de l'homme sont utilisés comme prétexte d'ingérence dans les affaires de nations souveraines.

« Les gouvernements ont la responsabilité de respecter leurs obligations en matière de droits et de respecter les normes. Mais les droits humains de toutes les personnes, dans tous les pays, exigent aussi - sans aucun doute - notre attention collective », a précisé le Haut-Commissaire. « Les Etats peuvent fermer mon bureau - mais ils ne peuvent ni nous faire taire, ni nous rendre aveugles ».

Si le Haut-Commissaire a salué la récente coopération de la République du Congo, il a énuméré les refus, fins de non-recevoir ou demandes incomplètement satisfaites pour des demandes d'accès du HCDH concernant la Syrie, le Venezuela, la Turquie, l'Éthiopie, le Pakistan et l'Inde, le Mozambique, la Gambie, la Crimée, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, le Nagorno-Karabakh, la Chine, le Népal, l'Ouzbékistan, l'Arménie, la République dominicaine, le Burundi, les Etats-Unis, la Corée du nord et l'Iran.

M. Zeid a également indiqué le refus du Belarus, de l'Erythrée, de la Corée du Nord, de l'Iran, de la Syrie et d'Israël de coopérer avec les différents mécanismes des droits de l'homme.

« Les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants », a déclaré le Haut-Commissaire. « Si les États choisissent à leur guise quels droits ils soutiendront, c'est toute la structure qui est minée ».

Le HCR appelle les Etats européens à accélérer la réinstallation des demandeurs d'asile



Des enfants réfugiés et migrants dans un centre d'accueil sur l'île grecque de Lesbos. Photo UNICEF/Tomislav Georgiev

13 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exhorté mardi les États européens à accélérer le rythme de réinstallation des demandeurs d'asile dans le cadre du programme qu'ils ont adopté il y a un an.

« Il y a un an, l'Union européenne (UE) et les États membres ont convenu d'un plan de deux ans pour la réinstallation de 160.000 demandeurs d'asile principalement depuis la Grèce et l'Italie vers d'autres pays européens. Pourtant, le nombre d'engagements demeure nettement insuffisant et la mise en œuvre se fait lentement et difficilement », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'un point presse à Genève

Jusqu'à présent, 4.776 demandeurs d'asile ont été transférés depuis la Grèce et l'Italie, c'est-à-dire seulement 3% de l'objectif initial.

« Le HCR appelle les Etats à augmenter les engagements, y compris pour les enfants non accompagnés et séparés, à accélérer l'enregistrement et le transfert de candidats, et augmenter l'accès à ce programme à davantage de nationalités fuyant la guerre et la persécution », a dit M. Spindler, ajoutant que les Etats ont été lents à fournir des engagements, malgré leur acceptation du plan.

Selon l'agence onusienne, une réinstallation efficace est essentielle pour accroître la solidarité et le partage des responsabilités en Europe et assurer une meilleure gestion des mouvements, y compris en aidant à résoudre les mouvements secondaires irréguliers et le recours aux réseaux de passeurs. C'est particulièrement essentiel compte tenu de la situation humanitaire en Grèce, et du nombre croissant de personnes séjournant en Italie et déposant une demande d'asile.

Depuis la Grèce, quelque 3.712 demandeurs d'asile au total ont déjà quitté le pays à ce jour et les dossiers de candidature de 7.970 personnes ont été adressés pour une réinstallation. Jusqu'à présent, quelque 8.676 places pour la réinstallation ont été promises par les 21 États membres de l'UE, ainsi que la Suisse et le Liechtenstein, ce qui ne représente que 13% de l'objectif de 66.400 places.

De nombreux candidats à la réinstallation et d'autres demandeurs d'asile sont logés à ce jour en Grèce dans de petits appartements temporaires, des hôtels à des tarifs spéciaux ou des familles d'accueil, avec le soutien de la Commission européenne mais beaucoup d'autres, qui sont admissibles à la réinstallation, vivent toujours dans des sites dans des conditions d'insécurité et de vie déplorables, qui sont insuffisantes pour l'hiver prochain, selon le HCR.

Depuis l'Italie, 1.064 demandeurs d'asile ont été transférés dans 16 pays et 2.809 engagements de places disponibles ont été pris à ce jour. Davantage de gens restent en Italie par rapport aux années précédentes, notamment en raison de l'augmentation des contrôles aux frontières en Italie du nord. « Cela a eu un impact sur la capacité de ses systèmes d'accueil et d'asile, et il faut un geste fort de solidarité de la part d'autres États membres », a déclaré le porte-parole.

Le HCR a exhorté les Etats participants à accélérer le traitement et le transfert des candidats à la réinstallation et à travailler en partenariat avec les autorités grecques et italiennes ainsi que les organismes compétents pour accroître le personnel et les infrastructures mises à disposition, et pour accélérer l'enregistrement et le traitement des dossiers.

« Le HCR appelle également l'UE et les États membres à revoir les critères d'admissibilité en abaissant le seuil pour les candidats à la réinstallation afin d'inclure des nationalités supplémentaires ayant probablement des besoins en matière de protection », a dit M. Spindler. « Davantage doit être fait en parallèle pour l'insertion des réfugiés qui ne sont pas admissibles à la réinstallation. Le HCR continue d'appuyer les Etats, la Commission et les agences de l'UE participant à la mise en œuvre complète du programme ».